

# Discours retardant l'action climatique

William F. Lamb ,Giulio Mattioli, Sebastian Levi,J. Timmons Roberts, Stuart Capstick, Felix Creutzig, Jan C. Minx,Finn Müller-Hansen, Trevor Culhane and Julia K. Steinberger

## Résumé

Les « discours retardant l'action climatique » imprègnent les débats actuels concernant l'action sur le climat. Ces discours acceptent le changement climatique tout en justifiant l'inaction ou l'inadéquation des efforts. Dans les discussions actuelles sur les actions à entreprendre, par qui et à quelle vitesse, les partisans du retard climatique se prononcent pour des actions minimalistes ou menées par d'autres. Ils attirent l'attention sur les conséquences sociales négatives des politiques pour le climat et suscitent le doute sur la possibilité de les atténuer. Ici sont présentées les caractéristiques communes de ces discours, ainsi qu'un guide pour les identifier.

## Introduction

L'évolution du débat public sur le réchauffement climatique s'accompagne d'une sophistication croissante et d'un changement de la palette d'arguments pour minimiser la nécessité d'une action (Mc Kie, 2019, Norgaard, 2011). Ce contre-mouvement repose sur le déni pur et simple de la réalité du changement climatique ou de son caractère anthropique (Farell et coll.), auquel s'ajoute le scepticisme concernant ses impacts (Harvey et coll, 2018) et même des tentatives de discréditer les scientifiques et leur consensus (cadre *ad hominem*) (Oreskes et Conway, 2011). Une quatrième stratégie a peu attiré l'attention à ce jour : des déclarations orientées politiquement qui tirent parti des controverses sur la nature, le calendrier et les responsables des actions à entreprendre, quels coûts peuvent leur être alloués et quels bénéfices peuvent leur être attribués (Bohr, 2016; Jacques & Knox, 2016; McKie, 2019). Nous appelons ces débats « discours retardant l'action climatique » car ils aboutissent à un blocage ou amènent à la conclusion que les obstacles à toute action sont insurmontables.

Les « discours retardant l'action climatique » incluent un certain nombre de stratégies distinctes, certaines d'entre elles ayant été identifiées telles que individualisation (Maniates, 2001), optimisme technologique (Peeters et coll., 2016), écoblanchiment des énergies fossiles (Sheehan, 2018), appels à la justice sociale et évaluation des coûts économiques (Bohr, 2016; Jacques & Knox, 2016). Ils ont été argumentés à l'occasion d'études et d'ateliers communautaires (Bickerstaff & Walker, 2002; Norgaard, 2011), de sources médiatiques et d'annonces publicitaires (Bohr, 2016; Jacques & Knox, 2016; Peeters *et al.*, 2016; Sheehan, 2018), d'actions de lobbying et de discours politiques (Bache *et al.*, 2015; Gillard, 2016; McKie, 2019). Les méthodes utilisées incluaient les analyses de contenu (Bohr, 2016; Jacques & Knox, 2016), les théories à base empirique (Bickerstaff & Walker, 2002) et l'analyse des déviations sociales (McKie, 2019). De nombreux arguments ont été documentés aux Etats Unis sous des mots clés retraçant l'histoire des contre-mouvements environnementaux, tels que *Merchants of Doubt, Deceit and Denial, The Triumph of Doubt* entre autres (Brulle & Aronczyk, 2019; Freudenburg *et al.*, 2008; Markowitz & Rosner, 2003; Michaels, 2008, 2020; Oreskes & Conway, 2011).

Le but de cet article est de dresser une liste extensive – bien que non exhaustive – des « discours retardant l'action climatique », avec une double démarche : compiler les affirmations en relation avec le déni climatique et fournir des points de référence en vue de contrer les tentatives de désinformation ([www.skepticalscience.com](http://www.skepticalscience.com)). Notre but secondaire est l'examen des caractéristiques et des logiques communes sous-tendant ces discours, pour permettre de les réduire à un ensemble de stratégies générales plus facilement reconnaissables et attaquables. Nous avons adopté une approche déductive : sollicitation d'expertise des co-auteurs de l'étude et affinement de catégories à partir d'une grande variété de sources. Celles-ci incluent un échantillonnage de témoignages écrits (soumis à la législation du Massachussets sur le climat et l'énergie propre dans la période 2013-2018), ainsi qu'une sélection de nouveaux articles et de contenus médiatiques venant d'Allemagne, du Royaume-Uni, de Norvège et des Etats Unis.

Les « discours retardant l'action climatique » apparaissent de façon répétée à travers les sources, les acteurs et les contextes. Quelles caractéristiques partagent-ils ? Avec leur logique sous-jacente de dissuader toute action

climatique, on peut les caractériser comme une réponse négative à au moins quatre questions : (1) Est-ce notre responsabilité d'agir ? (2) Des changements radicaux sont-ils nécessaires ? (3) Est-il souhaitable d'atténuer les changements climatiques compte tenu des coûts ? (4) Est-il encore possible de les limiter ? Les diverses positions sur ces questions fondamentales permettent de classer les discours en quatre catégories, selon qu'ils tendent à **détourner** les responsabilités, à préconiser des **changements non-transformateurs**, à mettre en avant les **inconvenients** ou à **capituler** devant les changements **climatiques** (figure 1).

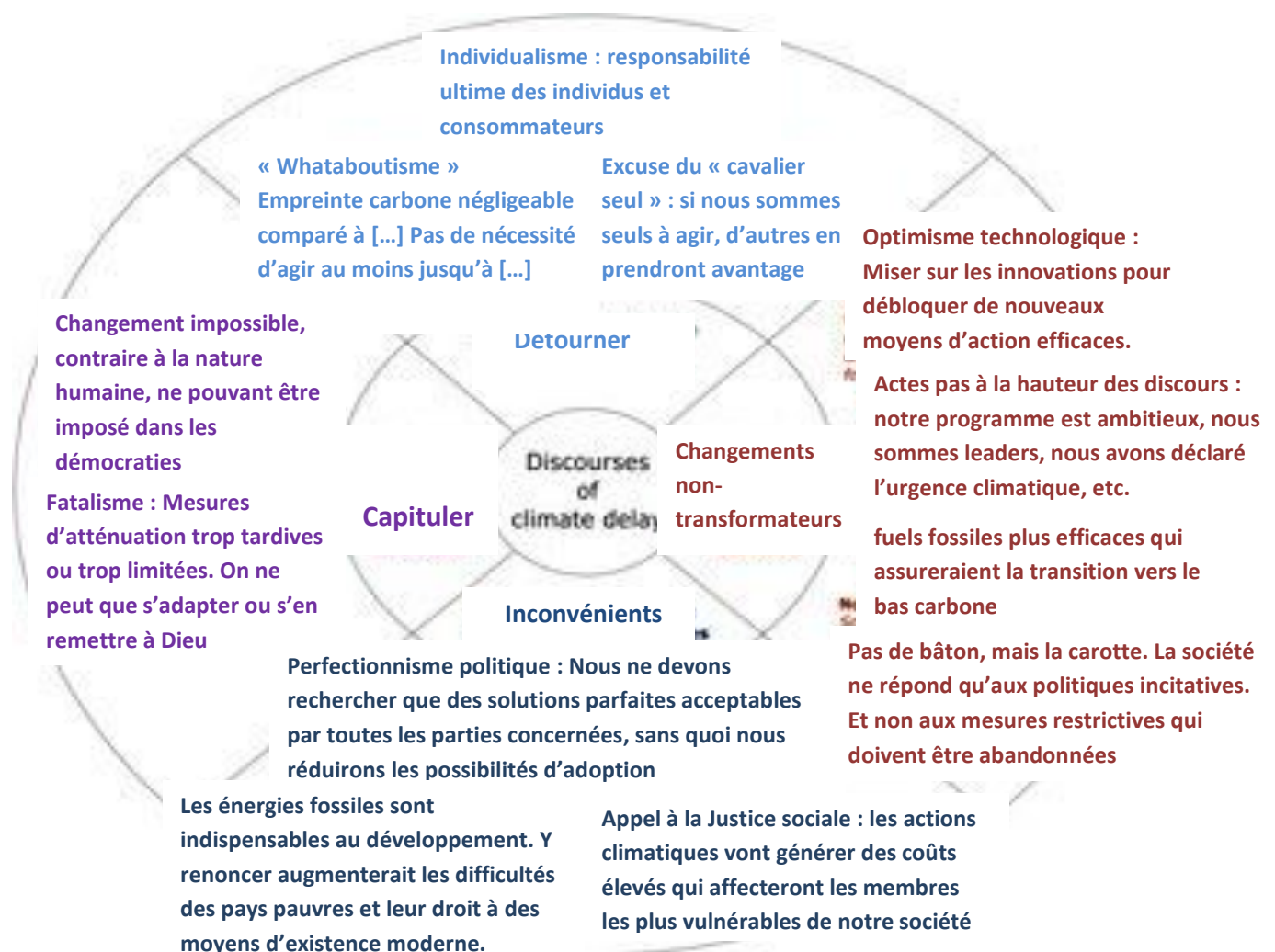


Figure 1 : une classification des « discours retardant l'action climatique ».

Cette classification aide à l'identification des diverses stratégies discursives et peut suggérer des réponses adaptées à chacune d'entre elles. Ces questions évoquent aussi les aspects les plus controversés des changements sociaux et politiques : elles indiquent que les discours contiennent souvent des vérités

partielles et peuvent être mises en avant de bonne foi. Aussi notre propos est-il ici d'identifier les caractéristiques de ces discours plutôt que d'attribuer des motifs cachés à ceux qui les tiennent. En l'absence d'un débat public de qualité et aux mains des groupes d'intérêt opposés à une régulation, notre préoccupation est que ces « discours retardant l'action climatique » ne désorientent et découragent toute ambition climatique. Cette question exige donc une attention urgente, ainsi qu'un nouvel ensemble de réponses pour faciliter un débat public soutenu sur l'atténuation du changement climatique (Farrell et coll., 2019; van der Linden et coll., 2017). Dans les chapitres suivants, nous discutons les principales caractéristiques de notre classification et les douze discours de retardement (listés dans la figure 1).

## Réorienter les responsabilités

Où est la responsabilité des prises de décision concernant les actions climatiques ? Les déclarations politiques peuvent devenir des « discours retardant l'action climatique si elles éludent la responsabilité des actions pour atténuer le changement climatique. Un exemple majeur est *l'individualisme*, qui détourne la responsabilité de solutions systémiques sur des actions individuelles, telles que la rénovation thermique du logement ou la conduite d'une voiture plus propre. Ce discours réduit le champ des solutions à des choix de consommation personnels, occultant ainsi le rôle d'acteurs et d'organisations puissantes dans la formation de ces choix et la maîtrise des émissions attribuables aux énergies fossiles (Maniates, 2001). Le renvoi de la faute peut être explicite – les principes directeurs de l'université Yales avancent l'idée que c'est la consommation et non la production de fuel fossile qui est à la racine des problèmes de changement climatique. Il peut aussi être implicite, à l'image de la campagne médiatique de BP : « *notre campagne "connaissez votre empreinte carbone" a créé des possibilités d'évaluation des empreintes carbone individuelles qui permettent également à chacun de réfléchir sur les façons de les réduire et de partager cet engagement avec le monde.* » Cela n'est pas pour suggérer que l'action individuelle est inutile. Mais un discours plus fructueux sur la responsabilité attirerait l'attention sur le potentiel collectif des actions individuelles et stimulerait un changement normatif qui établirait une pression en faveur de la régulation. Il serait également la reconnaissance que les régulations et les changements

structuraux seraient un complément utile pour soutenir les changements de comportement individuels.

Un second discours largement répandu argue du fait que d'autres pays ou états émettent plus de gaz à effet de serre et portent donc une responsabilité accrue dans le déploiement des actions. Cette considération est appelée dans la figure 1 « **whataboutism** ». Les promoteurs de ce discours déploient souvent des statistiques démontrant leur faible contribution aux émissions globales ou montrent du doigt les grands pays émetteurs comme la Chine – « *Nous sommes une nation qui produit 1,8% du dioxyde de carbone global. Donc je ne fermerai pas nos fonderies d'aluminium, notre production d'acier et maintenant nos raffineries* » (Nigel Farage). Cet argument est exploitable par l'industrie et d'autres secteurs. Les compagnies de transport appellent à des actions prioritaires dans le secteur de l'agriculture : « *Un prix du CO2 pourrait être, dans son principe, une bonne idée, mais nous pensons que cela ne marchera pas si seul le transport est ciblé.* » (citation anonyme d'un membre du conseil d'administration d'un constructeur automobile).

Ces déclarations expriment également une préoccupation sous-jacente, celle du « **cavalier seul** » : à moins que chaque individu, chaque industrie, chaque pays entreprenne la réduction des émissions, certains tireront avantage des actions des autres. Ceci est explicitement dit dans le discours sur « l'excuse du cavalier seul : « *si nous stoppons demain toutes les émissions, cela n'aura aucun impact car, sans aucun doute, d'autres pays augmenteront tout simplement les leurs* » (Josh Manuatu, président des jeunes libéraux australiens). Ce sont également les mots de Donald Trump concernant les accords de Paris qui, selon lui, ont moins d'effet sur le climat que sur un avantage financier gagné aux dépens des Etats-Unis.

Ces trois discours de redistribution des responsabilités s'opposent au réel défi d'élaborer une réponse équitable et complète au changement climatique. Trop souvent, ils établissent des conditions irréalisables pour agir, impliquant que d'autres doivent prendre l'initiative avant que nous envisagions nous-mêmes une action. Ainsi les politiques climatiques s'en trouvent affectées dès le court terme, y compris les avantages considérables d'actions communes menées à différentes échelles par des entités multiples.

## Promouvoir des solutions non-transformatrices

Quelle est la nécessité de changements transformateurs ? Les discours politiques peuvent devenir des discours de retardement lorsqu'ils préconisent des solutions inefficaces et détournent l'attention de mesures plus substantielles et efficaces. **L'optimisme technologique**, qui soutient que le progrès technologique va rapidement contribuer à la réduction des émissions, en est le principal exemple. Les variations de ce discours sont nombreuses : mise en avant des récents progrès dans le déploiement des énergies renouvelables, promotion de « mythes » technologiques qui, ne tenant pas leurs promesses dans le temps imparti, sont remplacés par d'autres (exemples : avions zéro-carbone, énergie de fusion, capture directe dans l'air des gaz à effet de serre) (Peeters et coll., 2016), et même des suggestions encore plus vagues comme « l'ingéniosité humaine est infinie », alors même que les ressources terrestres ne le sont pas. Dans certains cas, un tel optimisme est justifié, mais le discours s'accompagne souvent de considérations non justifiées par l'expérience : par exemple que le progrès technologique nécessite des motivations mercantiles plutôt qu'une régulation ; que les percées technologiques sont imminentes (Mark Hanton, ministre de la santé du Royaume Uni : *on m'a dit que les avions électriques sont à notre horizon*) ou que le rapide déploiement d'énergies renouvelables rend inutiles les mesures rigoureuses ou la réduction de la demande.

La non-reconnaissance d'approches novatrices se traduit également dans l'affirmation que les énergies fossiles sont *une part de la solution du fléau climatique* (Mohammed Barkindo, secrétaire général de l'OPEP). Ce discours est au cœur du rejet de toute régulation par l'industrie. L'institut américain du pétrole finance à coût de dizaines de millions de dollars une campagne publicitaire en vue de promouvoir des énergies fossiles « plus propres » en établissant un lien émotionnel entre ces produits, les activités quotidiennes et le bien-être humain (Sheehan 2018). Ce récit est en complète contradiction avec les preuves bien établies, selon lesquelles de nouvelles infrastructures faisant appel à l'énergie fossile sont incompatibles avec l'objectif de réchauffement de 1,5°C fixé par les accords de Paris.

Une autre stratégie consiste à définir le succès de façon limitative, de telle façon qu'un pays ou une industrie puisse proclamer son leadership dans le

combat contre le réchauffement climatique. Nous appelons cela **actes pas à la hauteur des discours**. Le discours consiste à mettre en avant des avancées dans la réduction des émissions (souvent basées sur des mesures relatives) ou d'afficher des objectifs climatiques ambitieux, occultant ainsi la nécessité de prendre des mesures plus rigoureuses ou de mettre en route de nouvelles actions (Gillard, 2016). L'établissement d'objectifs ambitieux à long terme peut satisfaire les exigences domestiques de politique climatique, mais sans instruments concrets, il n'y a aucune garantie que ces objectifs puissent se traduire par une action de fond (Bache et coll., 2015). Cette stratégie est manifeste, par exemple, lorsque le gouvernement britannique répond de la façon suivante à une question parlementaire spécifique sur la politique climatique : « *la performance du Royaume-Uni dans la lutte contre le réchauffement climatique en fait un leader mondial. Nous sommes fiers de notre performance contre nos cibles carbone. Nous restons fermement engagés dans la lutte contre la menace du changement climatique* ». Mais aucune réponse directe à la question posée.

D'un point de vue plus idéologique, beaucoup d'acteurs semblent reculer devant les politiques restrictives dans leur ensemble. Le discours « **pas de bâton, mais la carotte** » affirme que nous devrions poursuivre seulement les politiques volontaristes (carottes), en particulier celles qui développent les possibilités de choix du consommateur, telles que le financement de trains à grande vitesse en remplacement des vols. De façon plus évidente, les mesures restrictives (bâtons) telles que les taxes ou un impôt sur les vols fréquents sont considérées comme trop « paternalistes » et vécues comme une charge pour les citoyens. Le discours argumente que de telles mesures devraient être abandonnées, malgré la complémentarité entre « la carotte » et « le bâton » et la nécessité d'associer les deux approches dans une politique climatique forte. Une bonne illustration est la stratégie du parti libre démocrate allemand concernant l'action climatique, qui souligne « *qu'une plus grande efficacité permet de réduire la consommation d'énergie et de ressources* », mais se refuse à « *induire des comportements durables au moyen d'une régulation* ».

La poussée vers des solutions progressives tend à éviter toutes les options qui sont le plus menaçantes pour les structures et les pratiques du pouvoir. Ainsi, ces discours sont un levier pour les définitions restrictives du succès, l'encadrement positif et les valeurs entrepreneuriales, aux dépens des efforts

de transformation et des normes contraignantes. S'ils ne sont pas confrontés avec le débat scientifique sur les options politiques appropriées, ils ne sont rien d'autre qu'un prétexte pour perpétrer des activités insoutenables et pour empêcher de fortes mesures climatiques sur le court-terme.

## **Mettre en avant les inconvénients**

Est-il souhaitable d'atténuer le changement climatique sans tenir compte des coûts ? Les déclarations politiques peuvent devenir des discours de retard quand elles mettent l'accent sur les inconvénients des actions climatiques et impliquent qu'elles sont une plus grande charge pour la société que les conséquences de l'inaction. Cette idée fausse risque de se propager dans beaucoup de débats actuels sur les potentiels effets sociaux des politiques climatiques, l'emploi, la consommation, la prospérité générale et le mode de vie. En particulier, ces cadrages peuvent avoir une résonance sur les communautés marginalisées et les nations en développement.

***L'appel à la justice sociale*** met les impacts sociaux au premier plan des discussions politiques, décrit le cadrage d'une transition vers les énergies renouvelables comme une charge et un coût pour la société : « *nous ne pouvons pas laisser la protection climatique mettre en danger la prospérité et les emplois* » (Peter Altmaier, ministre allemand des affaires économiques et de l'énergie). De telles questions sont une part légitime et cruciale du débat sur la politique climatique, de telle sorte qu'il faut les formuler avec précaution : par exemple, les autres aspects de l'injustice sont-ils mentionnés dans de tels discours, comme par exemple les effets de l'inaction sur le réchauffement climatique ? Les bénéfices potentiels de la transition, tels que l'impact positif sur la santé publique, le développement régional, les possibilités d'emploi ou la résilience des communautés, sont-ils pris en compte ? Un discours de retard ne prend pas en compte ces aspects, s'il attire l'attention seulement sur les inconvénients à court terme et les coûts. Les politiques climatiques peuvent aussi être faussement considérées comme répressives : par exemple, il a été dit qu'une taxe sur l'aviation « *matraquerait les travailleurs et les empêcherait de profiter de leur chance de voyager loin* » (ministre des finances britannique Robert Jenrick), malgré qu'elle soit une des plus progressives de toutes les « taxes vertes » potentielles sur la consommation.

L'appel au bien-être constitue une version extrême de ce discours : il proclame



que les politiques climatiques menacent fondamentalement les moyens d'existence et les modes de vie : « *Si l'usage des énergies fossiles venait à s'arrêter demain, les conséquences économiques seraient catastrophiques (par exemple, si les tracteurs tombaient en panne sèche, il s'en suivrait une famine)* » (David O'Donnell, directeur associé, Massachusetts Petroleum Council). C'est clairement une exagération de la nature perturbante d'un processus de transition ordonné. « *Abandonner les énergies fossiles aussi vite que possible, comme le demandent de nombreux activistes, ralentirait la croissance qui a tiré de la pauvreté des milliards de personnes* » (Bjorn Lomborg, Copenhagen Consensus Center). Des organisations allant de *Peabody energy* à l'influente *Southern Baptist Convention* ont développé des arguments similaires pour minimiser ou nier la nécessité d'une action climat globale. Il s'en suit une approche très conservatrice de la politique climatique – le **perfectionnisme politique**. Ici, on argumente en faveur de précautions disproportionnées en vue de ne pas perdre le soutien de l'opinion, comme le ministre allemand Altmeyer quand il défend un prix bas du carbone en raison d'une « *responsabilité pour la paix sociale* ». Là encore, ce pourrait être un point sensible, mais cela devient une stratégie de retardement quand le défenseur renonce à un travail de sensibilisation et à une stratégie de débat public qui pourrait déboucher sur un consensus et construire un soutien pour des solutions plus ambitieuses. Insister de cette façon sur les désavantages de l'action climatique n'est qu'un moyen de détourner l'attention des dommages qu'ils évitent, en déniaient ou ignorant la possibilité de construire des politiques inclusives qui recevront une large adhésion en raison de leurs bénéfices sociaux.

## Capituler

La limitation des changements climatiques est-elle réellement faisable ? Les discours politiques peuvent devenir des discours de retardement s'ils suscitent le doute que cette limitation soit encore possible, en faisant état de défis sociaux, politiques ou biophysiques apparemment insurmontables. Il y a deux façons de développer ce récit final : d'abord, on peut affirmer que des mesures climatiques fortes auront un tel impact sur la société, la politique ou la nature humaine qu'elles sont vouées à l'échec. Nous appelons **changement impossible** ce discours qui fige l'état actuel des choses et dénie la capacité aux sociétés

d'organiser de vastes transformations socio-économiques : « *Pour arrêter les émissions de carbone dans les cinq à dix ans, nous aurions besoin de réorienter radicalement presque toute la production économique et sociale une tâche difficilement imaginable et encore moins faisable* » (New York Times, article d'opinion). Plutôt que de chercher un moyen de surmonter ces difficultés, la démarche du changement impossible suggère de capituler ou de s'adapter au changement climatique. Elle rejette les politiques rigoureuses au profit des discours non-transformateurs préconisant des solutions technologiques et mercantiles minimales, même si elles sont insuffisantes à l'échelle du problème.

**Le fatalisme** va plus loin, en affirmant que tout ce que nous entreprendrons est trop peu et trop tardif. Le changement climatique est déjà enclenché : « *L'apocalypse climatique est devant nous et pour s'y préparer, nous devons admettre que nous ne pouvons pas l'empêcher* » (New York Times, article d'opinion). De tels propos suscitent la peur et peuvent causer un état paralysant de choc et de résignation (Hulme, 2019). Ce discours implique que les mesures d'atténuation sont dérisoires et suggère que la seule réponse possible est l'adaptation, en termes religieux, de nous remettre entre les mains de Dieu. Comme beaucoup de discours de retardement, la catégorie « capitulation » ne favorise ni le débat sur les solutions efficaces, ni le difficile travail de construction d'un engagement climatique.

## Conclusion

Les discours identifiés ici peuvent être convaincants. Ils sont construits sur des préoccupations légitimes et des craintes, dans des sociétés de plus en plus confrontées au changement climatique. Nous soutenons qu'ils deviennent des « discours retardant l'action climatique » lorsqu'ils déforment plutôt que de clarifier, suscitent la polémique plutôt que le consensus ou impliquent qu'entreprendre une action relève d'un défi intenable.

Notre classification met en avant la logique abstraite et la structure discursive des discours de retardement, mais, en pratique, ceux-ci sont souvent construits sur des combinaisons d'arguments. Une importante illustration en est donnée lorsque la population est mise en avant comme un facteur déterminant du changement climatique. Cela vient de la notion que les trajectoires d'émissions de CO<sub>2</sub> sont fixées dans le monde développé ou en développement

(*changement impossible*), avec une croissance rapide de la population dans ce dernier (« *whataboutism* »). Le discours de retardement se caractérise par le fait que les étapes pour réduire immédiatement les émissions (exemple : conduire des voitures plus petites sur des distances plus courtes) sont négligées en faveur d'un programme de réduction de la population mondiale et par une occultation de la répartition inégale des responsabilités concernant le réchauffement climatique dans le monde. La sophistication des discours de retardement ne doit donc pas être sous-estimée et de nouvelles stratégies se développent en permanence. Comme le montrent les recherches préalables, elles sont aussi compatibles avec le déni climatique et les cadrages *ad hominem* (Jacques et Knox, 2016).

Cet article identifie, décrit et catégorise les discours de retardement. Notre analyse ne révèle pas leurs effets indésirables sur les politiques climatiques à tous les niveaux, des régions, nations et communautés jusqu'aux petites institutions telles que les écoles, les églises et les ménages. Nous ne pouvons pas non plus évaluer si ces discours sont souvent utilisés dans ce contexte et par qui. Il y a là d'importantes pistes de recherche qui requièrent des analyses systématiques sur une importante variété de sources documentaires et des méthodes d'analyses traditionnelles aussi bien que de nouveaux développements dans l'exploration informatisée de textes. De plus, il est crucial de déterminer leur capacité d'influence sur les comportements et les choix politiques.

Comment doivent répondre à ces discours de retardement les scientifiques, les avocats du climat et les décideurs politiques ? La littérature récente montre qu'un avertissement préventif contre la désinformation peut aider à construire une résistance à ces discours et à « vacciner » contre le déni climatique (Farrell *et al.*, [2019](#); van der Linden *et al.*, [2017](#)). Notre travail de caractérisation et de classification des discours de retardement est une étape de plus dans cette direction et cela va être un enjeu permanent de traquer les nouvelles manifestations de ces discours et d'en informer le public. Mais, à soi tout seul, ce sera insuffisant. Étant donné les bases normatives complexes sur lesquelles sont fondés ces discours, on ne pourra en venir à bout que par des processus de délibération publique renforcés qui mettent en lumière les responsabilités, identifient les solutions appropriées, abordent le thème de la justice sociale et

montrent au final qu'il est à la fois possible et souhaitable d'agir pour limiter le changement climatique.

Lien vers l'article original : <https://www.cambridge.org/core/journals/global-sustainability/article/discourses-of-climate-delay/7B11B722E3E3454BB6212378E32985A7#article>